

Déclaration commune d'organisations de gauche et démocratiques sur la proclamation d'une "Confédération des travailleurs iraniens à l'étranger"

La proclamation de cette "confédération", hors du pays, sans la moindre transparence et à l'insu des syndicalistes présent.es sur le terrain, reste silencieuse sur les politiques répressives et profondément anti-ouvrières du régime de la République islamique.

Les préparatifs et le lancement de cette opération surprise n'ont duré que deux jours. Cette "confédération" a le soutien de la confédération syndicale DGB qui est étroitement liée au Parti Social-Démocrate allemand (SPD). Sa présentation publique a été faite par une poignée de personnes dont quatre ont déjà démissionné.

Il s'agit d'un projet de l'Etat allemand et de ses alliés, pour influencer le mouvement ouvrier d'Iran, dans une situation où le régime de la République islamique est de plus en plus isolé, et où les mobilisations ouvrières s'étendent, en particulier sur les revendications salariales.

Tout le monde sait que pour qu'une réelle confédération syndicale puisse voir le jour, il est nécessaire qu'aient été mises préalablement sur pied des fédérations sectorielles reposant elles-mêmes sur des structures et des syndicats forts.

L'indépendance envers les partis politiques et les Etats est l'une des caractéristiques les plus importantes d'une véritable confédération syndicale, basée sur le salariat organisé. Aucune de ces caractéristiques n'existe dans la "confédération" fictive de Berlin.

Ses promoteurs ont d'abord secrètement créé un cadre, puis ont demandé aux salarié.es et aux groupes et organisations de travailleurs/euses, en Iran et dans le monde, de rejoindre cette "confédération" en tant que structure soumise aux lois de l'Etat allemand.

Pour cette raison, les dirigeants et cadres de ce projet ont dû faire face à de nombreuses protestations concernant les droits des organisations indépendantes et des militants syndicaux en Iran et à l'étranger.

Un certain nombre d'organisations syndicales indépendantes d'Occident ont joué un rôle important dans le soutien au mouvement ouvrier iranien. Elles ont notamment fait des déclarations en faveur du mouvement ouvrier iranien, soutenu les travailleur/euses et enseignant.es emprisonné.es, invité des militant.es connu.es du mouvement ouvrier iranien afin mieux se connaître mutuellement, et établir des liens entre les mouvements ouvriers iranien et occidentaux.

La centrale syndicale allemande DGB, et ses responsables d'origine iranienne à Berlin, n'ont par contre pas pris de position claire et pertinente sur les questions relatives au mouvement syndical en Iran. Ils/elles n'ont pas apporté leur soutien aux activités des sympathisant.es des organisations syndicales indépendantes iraniennes, et cela même en Allemagne.

Le fait qu'une organisation comme le DGB ayant une tel positionnement, ait soudainement changé sa manière de faire pose question. Il en va de même concernant sa prise en charge des frais de transport et d'hôtellerie des membres de la "Confédération des travailleurs iraniens à l'étranger".

Telle est la question que nous nous posons en tant que signataires de cette déclaration commune. Tout au long de ces années, nous avons essayé de faire entendre la voix des syndicalistes, des mouvements revendicatifs, des femmes, des étudiant.es, des enseignant.es, des retraité.es, des écologistes, du vaste mouvement de contestation, des homosexuel.les, des prisonnier.es politiques et des opposant.es.

Etant donnée l'histoire sombre de la "Fondation Friedrich Ebert", nous nous interrogeons sur le sens de son soutien aux organisateurs de la "Confédération des travailleurs iraniens à l'étranger".

Nous savons qu'en tant que chancelier d'Allemagne, Friedrich Ebert a ordonné après la première guerre mondiale la répression sanglante de la classe ouvrière révolutionnaire allemande.

Son camarade de parti, Gustav Noske, un homme politique social-démocrate allemand de droite, ministre de la défense de la République de Weimar, avait sous son commandement les unités militaires ayant organisé la répression brutale des soulèvements ouvriers dans toute l'Allemagne, y compris à Berlin. Ces militaires ont brutalement réprimé les dirigeant.es de la révolution allemande et notamment tué Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

On peut se demander si l'intérêt porté à la reconnaissance de la "Confédération des travailleurs iraniens à l'étranger" par les sociaux-démocrates néolibéraux allemands, la confédération syndicale DGB et la Fondation Friedrich Ebert, est le fruit du hasard. Il en va de même pour l'accueil réservé au lancement de cette organisation par les médias pro-occidentaux et impérialistes tels que Iran International, Radio Farda, Voice of America et Israel Radio.

S'abstenir sciemment et délibérément de transparence, de publicité, de consultation et de consensus avec les militant.es travaillant de manière indépendante, les contourner et agir en toute discrétion pendant plusieurs mois, est-ce aussi une simple coïncidence ?

Pour nous, une question se pose : Pourquoi les personnes les plus en vue de cette "Confédération des travailleurs iraniens à l'étranger" n'ont-elles pas un positionnement spécifique et claire sur les politiques anti-ouvrières de la République Islamique, exprimé dans leurs déclarations, leurs statuts publiés, leurs interviews et leurs publications ?

Nous nous engageons à ne pas rester silencieux face à toute tentative de confisquer le mouvement ouvrier iranien ainsi que les mouvements partageant la même destinée.

Notre devoir est de soutenir sans hésitation les luttes ouvrières, ainsi que de les aider à s'organiser et à participer au processus de convergence de ces différents mouvements.

Signataires :

- 1 – Alliance de gauche iranienne – Washington, USA
- 2 – Association des réfugié.es iranien-nes – Göteborg, Suède
- 3 – Association des socialistes – Suède
- 4 – Conseil d'assistance à l'alternative ouvrière en Iran
- 5 – Conseil de solidarité avec la lutte du peuple iranien – Londres
- 6 – Conseil de solidarité iranien avec le Rojava – Stockholm, Suède
- 7 – Centre de soutien aux luttes du peuple iranien – Vienne, Autriche
- 8 – Centre de solidarité avec les travailleurs en Iran – Francfort, Allemagne
- 9 – Centre de solidarité avec les travailleurs en Iran – Göteborg, Suède
- 10 – Centre de solidarité avec les luttes du peuple iranien – Stockholm, Suède
- 11 – Comité de défense des luttes du peuple iranien – Suisse
- 12 – Comité de défense des prisonniers politique en Iran – Suisse
- 13 – Comité de solidarité avec le mouvement ouvrier en Iran – Australie
- 14 – Comité de solidarité avec les travailleurs d'Iran – Suède
- 15 – Organisation de Solidarité avec le mouvement ouvrier en Iran – Allemagne
- 16 – Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran – France sstiran@yahoo.fr

[Cliquer ici](#) pour la version anglaise.